

## INDE

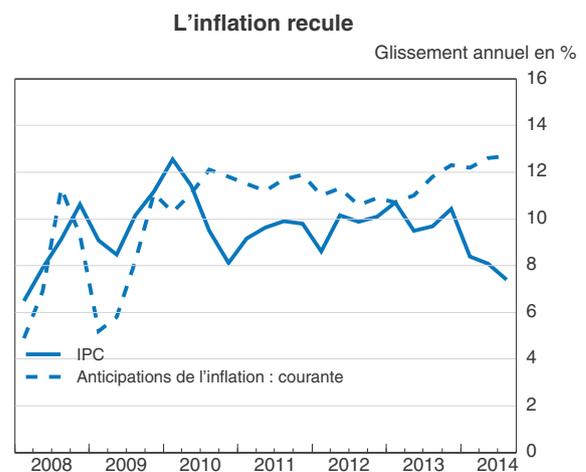
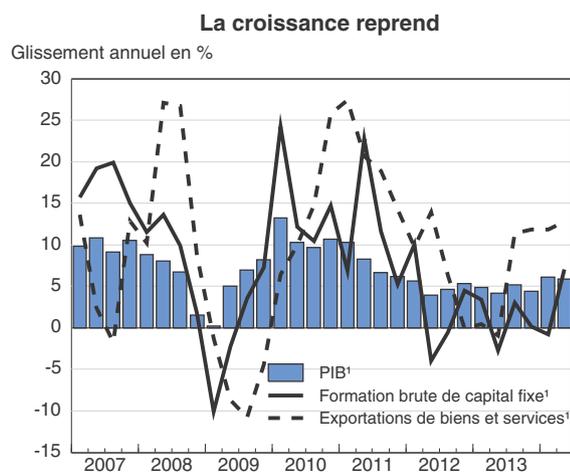
L'activité devrait connaître une reprise progressive. L'investissement productif repart rapidement, la confiance des entreprises étant dopée par la dissipation des incertitudes politiques et l'engagement du gouvernement en faveur de la simplification administrative. De même, les efforts déployés pour remettre sur les rails d'importants projets d'infrastructure actuellement à l'arrêt commencent à payer. Il faudra mener des politiques budgétaire et monétaire restrictives pour contenir l'inflation, mais celles-ci freineront également la demande intérieure. Le déficit courant se creusera légèrement avec le raffermissement de la demande intérieure, mais restera viable.

Malgré une inflation en repli, il ne faudra pas assouplir la politique monétaire tant que les anticipations d'inflation ne seront pas ajustées à la baisse et que la trajectoire de désinflation ne sera pas bien ancrée. L'adoption d'un cadre de politique monétaire axé sur la maîtrise de l'inflation mais incorporant un certain degré de flexibilité aiderait à stabiliser les anticipations au voisinage de la cible. L'assainissement budgétaire devrait être poursuivi, mais il est essentiel d'en améliorer la qualité. Pour relancer la croissance inclusive, il faudra procéder à des réformes structurelles en profondeur pour mieux cibler les subventions, développer encore l'investissement dans les infrastructures sociales et physiques, améliorer le climat des affaires et moderniser la législation du travail et la fiscalité.

### La croissance repart à la hausse

La croissance est repartie à la hausse en 2014 et repose désormais sur une assise plus large. La consommation publique et privée a continué de croître régulièrement, tandis que les exportations ont rebondi vers la fin de 2013. L'investissement est également monté en flèche au début de 2014, sous l'effet d'une confiance revigorée des entreprises. Les services aux entreprises et les services financiers ont conservé une activité vigoureuse et le secteur manufacturier a rebondi au printemps 2014, après plusieurs trimestres de recul.

## Inde



1. En volume et aux prix du marché.  
Source : Indian Central Statistics Office ; et Reserve Bank of India.

## Inde : Indicateurs macroéconomiques

	2012	2013	2014	2015	2016
Croissance du PIB réel (prix du marché)	4.7	5.0	5.4	6.6	6.8
Déflateur du PIB <sup>1</sup>	7.2	6.9	6.9	5.4	5.6
Indice des prix à la consommation <sup>2</sup> (% de variation)	10.2	9.5	7.1	6.3	6.0
Indice des prix de gros <sup>3</sup> (% de variation)	7.4	6.0	4.3	3.8	4.3
Taux d'intérêt à court terme <sup>4</sup>	7.9	7.6	7.8	7.2	6.6
Taux d'intérêt à long terme <sup>5</sup>	8.2	8.5	8.6	8.2	7.8
Solde budgétaire (% du PIB) <sup>6</sup>	-6.8	-7.0	-6.9	-6.6	-6.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	-4.7	-1.6	-1.7	-1.7	-2.5
<i>Pour mémoire: année calendaire</i>					
Croissance du PIB réel	4.9	4.7	5.4	6.4	6.6
Solde budgétaire (% du PIB) <sup>6</sup>	-7.1	-8.0	-6.6	-6.3	-6.0

Note : Les données se réfèrent à l'exercice comptable commençant en avril.

1. Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente.

2. Nouvel indice des prix à la consommation.

3. Tous biens.

4. Taux de prise en pension de la Banque centrale d'Inde.

5. Bons du Trésor de dix ans.

6. Solde budgétaire brut du gouvernement central et des états.

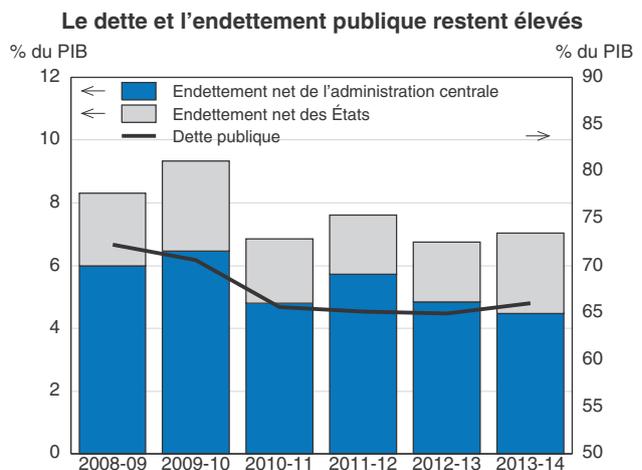
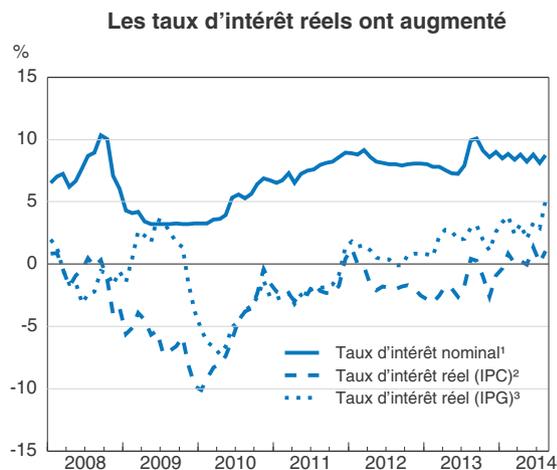
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933173451>

## L'inflation est en recul

L'inflation mesurée par les prix à la consommation a connu un recul constant pour s'établir à 5.5 % en octobre 2014, après avoir oscillé autour de 10 % et au-delà depuis 2009, sous l'effet de hausses majeures des prix agricoles. Une certaine modération des salaires et des prix alimentaires, des produits de base moins chers et une orientation plus crédible et plus restrictive de la politique monétaire ont joué un rôle déterminant dans le repli de l'inflation.

## Inde



1. Taux d'intérêt moyen auquel les dépôts au jour le jour sont offerts aux banques de premier rang sur le marché monétaire ou sur le marché interbancaire.
2. Taux d'intérêt nominal moins l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation.
3. Taux d'intérêt nominal moins l'inflation mesurée par l'indice des prix de gros.

Source : CEIC ; et Reserve Bank of India.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933172670>

## Inde : Indicateurs extérieurs

	2012	2013	2014	2015	2016
Miliards de \$					
Exportations de biens et services	446.6	465.8	521.7	589	680
Importations de biens et services	572.0	534.4	582.8	658	784
Balance commerciale	- 125.4	- 68.6	- 61.1	- 69	- 104
Solde des invisibles	37.1	36.3	25.8	30	34
Balance des opérations courantes	- 88.3	- 32.3	- 35.3	- 39	- 70
Pourcentages de variation					
Exportations de biens et services en volume	5.0	8.4	6.6	8.2	9.2
Importations de biens et services en volume	6.6	- 2.5	3.3	8.2	11.0
Résultats à l'exportation <sup>1</sup>	0.6	4.1	3.2	2.7	2.7

Note : Les données se réfèrent à l'exercice comptable commençant en avril.

1. Rapport entre le volume des exportations et le marché à l'exportation pour les biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933173465>

### Les facteurs de vulnérabilité extérieure ont diminué

Le niveau relativement modeste des engagements extérieurs, la reconstitution des réserves de change et la progression récente des flux entrants d'IDE sont autant de facteurs qui réduisent la vulnérabilité extérieure de l'Inde. Le déficit courant diminue considérablement depuis 2012 et ne représentait que 1 % du PIB au premier semestre de 2014, à un moment où la demande intérieure était en berne et où des restrictions frappaient les importations d'or. Jusqu'à présent, les prix des produits de base, inférieurs aux prévisions, ont aidé à maîtriser la facture des importations. Toutefois, le déficit courant devrait se creuser à nouveau avec le raffermissement de la demande intérieure en 2016 ; les importations repartent déjà à la hausse avec la relance de l'investissement.

### La politique monétaire devrait garder une orientation restrictive

En dépit d'une inflation globale bien en-deçà de l'objectif de 8 % fixé par la RBI (Reserve Bank of India) pour janvier 2015, les anticipations d'inflation demeurent élevées. Pour conforter la crédibilité de sa politique monétaire, la RBI devrait maintenir constants les taux d'intérêt jusqu'à ce que le processus de désinflation soit mieux ancré. Le gouvernement devrait adopter un système de ciblage de l'inflation le plus rapidement possible car celui-ci permettrait de clarifier les objectifs de la politique monétaire et d'en renforcer la transparence et la crédibilité, et aiderait à ancrer les anticipations d'inflation.

### Des mesures d'assainissement budgétaire supplémentaires et de meilleure qualité sont nécessaires

L'objectif fixé pour l'exercice budgétaire 2012/13 a été atteint et celui pour 2013/14 a été dépassé, grâce à des coupes dans les dépenses non salariales, en particulier dans les investissements, au report des versements de subventions et à l'augmentation des dividendes versés par les entreprises. Pour autant, le déficit cumulé du gouvernement central et des États reste très important comparativement à celui d'autres économies émergentes. Sans compter que les dépenses publiques dans les infrastructures sociales et physiques vont devoir augmenter pour répondre aux besoins de la population et des entreprises. Il sera donc

primordial d'améliorer l'efficacité et le ciblage des grands programmes de subventions et de lever des recettes par une fiscalité qui crée moins de distorsions, en particulier en mettant en place la taxe sur les biens et services.

**La croissance devrait accélérer le rythme**

En dépit d'une orientation restrictive des politiques monétaire et budgétaire, la croissance devrait repartir progressivement à la hausse. Le nouveau gouvernement a opté, jusqu'à présent, pour une stratégie de réforme progressive et continue. De nombreuses mesures favorables aux entreprises ont été déployées – notamment la création de procédures à guichet unique pour la réglementation du travail et la simplification et la transparence des procédures d'inspection du travail. Des procédures d'approbation plus rapides pour les projets d'infrastructure actuels et futurs – notamment dans les secteurs de l'électricité et du transport – favoriseront une reprise par l'investissement. La consommation privée devrait progresser régulièrement, en particulier dans les zones rurales, conséquence des relèvements antérieurs des rémunérations dans l'agriculture et de nouvelles initiatives destinées à faciliter l'accès de chaque ménage au crédit. Enfin, le rebond attendu de la demande extérieure devrait soutenir les exportations.

**Les risques sont orientés à la baisse**

Le lourd endettement des entreprises et la détérioration de la qualité des actifs bancaires pourraient affecter l'investissement. Les exportations ont affiché des signes de reprise après la dépréciation de la roupie à l'été 2013, mais pourraient être freinées par les goulets d'étranglement au niveau de l'offre et par une demande extérieure plus faible que prévu. En outre, de mauvaises conditions météorologiques pourraient peser sur l'agriculture et faire monter les prix. Une reprise plus lente pourrait rendre les efforts d'assainissement budgétaire prévus plus délicats. Enfin, une hausse des produits de base ajouterait aux tensions exercées sur le budget, l'inflation et la balance courante. La reprise dépendra de manière cruciale de la mise en œuvre de réformes structurelles, l'expérience passée de l'Inde en la matière ayant été mitigée. En revanche, le déploiement rapide et complet de ces réformes pourrait, même à court terme, donner un coup de fouet plus fort que prévu à la croissance.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2014-2-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-2-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2014), « Inde », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2014-2-21-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-2-21-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).